



PANORAMA DES BAILLEURS DE FONDS MULTILATÉRAUX EN AMÉRIQUE CENTRALE

© DG Trésor

Septembre 2018

Présentation générale des principaux bailleurs de fonds multilatéraux (BCIE / BID / Banque Mondiale) opérant de façon prédominante dans la région centraméricaine; Financements et coopération de l'UE et la BEI ; Stratégie de déploiement de l'aide-projet (liée et non liée) de la France, les instruments financiers de la DGTrésor et la coopération avec la BCIE ; Interventions de l'AFD et de Proparco ; Tableau (en annexe) des appréciations-pays et actions résumées des bailleurs de Fonds multilatéraux et bilatéraux au Guatemala, Salvador, Honduras et Nicaragua.

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE), de loin premier bailleur de fonds de la région

La BCIE (siège à Tegucigalpa/Honduras), a été instituée par le Traité général d'intégration économique centroaméricain en 1960. **Cette banque régionale de développement est le bras financier du projet d'intégration et de développement régional.**

Elle a d'abord compté cinq pays membres fondateurs qui sont principalement bénéficiaires de ses activités : le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador. La BCIE a intégré 9 membres extrarégionaux : le Mexique (1992), Taiwan (1992), l'Argentine (1995), la Colombie (1997) et l'Espagne (2005), puis le Belize (2006), le Panama (2006), la République Dominicaine (2007) et tout récemment la Corée du Sud (2018) avec un apport à la BCIE de 450 M USD. Le Belize a modifié son statut en novembre 2016 (passé de « pays régional non-fondateur » à « pays membre fondateur »). **Cuba a été intégré comme pays extrarégional en avril 2017 avant de devenir membre régional à part entière en juillet 2018.**

Le plan stratégique régional 2015-2019 de la BCIE retient trois axes d'intervention :

- le développement social
- la compétitivité et l'intégration régionale
- la soutenabilité environnementale (axe transversal).

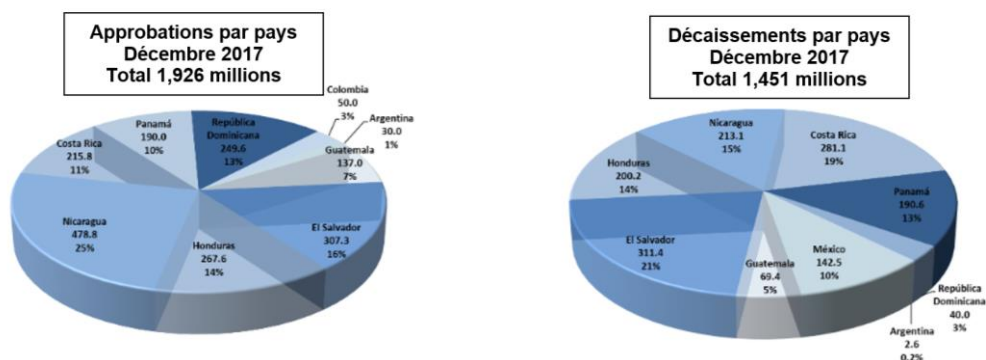
En phase avec cette stratégie, la banque intervient principalement dans les infrastructures (eau et assainissement, transports, énergie, télécommunications, etc.), mais également dans le domaine de l'agriculture, du développement rural, de l'intermédiation financière, du microcrédit et de la compétitivité.

Sur la période 2005-2016, la BCIE a représenté 47% du total des décaissements multilatéraux (14 Mds USD sur montant global de 28 Mds USD) en Amérique centrale devant la BID (33% avec 9,3 Mds USD) et la Banque mondiale (16,8% avec 4,7 Mds USD).

En 2016, sur la région Amérique Centrale, le montant des engagements de la BCIE s'est élevé à 2,10 Mds USD. **Le montant des décaissements a atteint 1,53 Mds USD.** Pour des prévisions d'engagements 5 Mds USD sur la période 2015-20219, la BCIE disposait d'un encours, au 31 décembre 2016, de 6,47 Mds USD, dont 80,3% au bénéfice du secteur public et 19,7% au secteur privé. Elle serait, selon certaines entreprises ayant recouru à ses financements, moins performante, en termes d'instruction et d'aboutissement des dossiers, dans la sphère privée.

En 2017, la BCIE a approuvé 520 MUSD de nouvelles opérations pour l'Amérique centrale, en appui principalement du secteur public (92% des approbations en 2017 et 76% de décaissements). Ci-dessous les décaissements et approbations cumulés de la stratégie régionale 2015-2019 (à décembre 2017).

Décaissements et approbations cumulés de la stratégie régionale BCIE 2015-2019 (à décembre 2017).



Pour l'année 2017, l'éventail des projets en cours d'exécution par pays de la BCIE est le suivant :

Pays	Montant	Secteurs
Guatemala	137 MUSD	100 MUSD secteur construction et infrastructure / 37 MUSD en finance et assurances
Salvador	307,31 MUSD	237 MUSD secteur énergie / 70 MUSD secteur construction et infrastructure
Honduras	267,57 MUSD	180 MUSD secteur énergie / 86,83 MUSD secteur construction et infrastructure / 0,27 MUSD en finance et assurances
Nicaragua	478,77 MUSD	343,47 MUSD secteur construction et infrastructure / 86,50 MUSD secteur énergie / 38,8 secteur de la gestion de l'eau / 10 MSD en en finance et assurances

L'énergie (29%), l'appui de l'infrastructure productive (29%) et le développement humain / infrastructures sociales (26%) ont été les aires de focalisation les plus appuyées par la BCIE. La BCIE a soutenu l'action de 747.000 entreprises et permis la création de 1.542.000 emplois. **A titre d'exemple, entre 1970 et 2017, la BCIE a approuvé 6,4 Mds USD de projets en énergie** soit 6,097 MW – ou encore 38% de la puissance énergétique régionale.

La BCIE dispose de Directions pays développées dans chaque pays de la région. Elle jouit d'une excellente réputation et bénéficie d'une notation sur le long terme nettement supérieure à celle des Etats d'Amérique Centrale: **Standard and Poor's (A), Fitch Rating (A+), Moody's (A1), JCR (AA-)**. On note qu'avec un apport en capital de 450 MUSD, soit 9,3% du capital de la BCIE, la Corée du Sud est récemment devenue le 2^{ème} partenaire extra régional de la banque, diminuant ainsi son facteur risque. La BCIE projette une amélioration de la notation Moody's pouvant aller jusqu'au niveau Aa3 dans les prochains mois, ce qui en ferait **la banque de développement la mieux qualifiée de toute l'Amérique Latine**.



La Banque Interaméricaine de Développement (BID), 2^{ème} bailleur de fonds régional : le plus exigeant dans sa stratégie de financement des projets

La BID fondée en 1959 (siège à Washington), est représentée dans chacun des pays de la zone. L'élaboration d'une **stratégie pays tous les cinq ans**, à chaque changement de gouvernance, **définit les principaux secteurs de focalisation**.

La BID compte 26 pays membres emprunteurs, chacun d'entre eux en Amérique latine et dans les Caraïbes, ces derniers ont 50,02% des droits de vote au conseil d'administration. **Le Guatemala est le pays de la zone ayant le capital le plus élevé** (581.7 MUSD soit 1,15% du capital total des membres régionaux - 0.58% des votes), **suivi par le Salvador, le Honduras et le Nicaragua** (qui détiennent respectivement **435.7 MUSD soit 0,86%** du capital total des membres régionaux - 0.43% des votes) ; enfin le Belize est le membre au poids le moins important de tous les pays membres (110.7 MUSD soit 0.22% du capital des membres régionaux - 0.11% des votes).

Sur la période 2005-2016, la BID a approuvé 9 264 MUSD de décaissements en Amérique centrale, soit 33% des projets financés par des banques multilatérales dans la région. Sur la période 2015-2019, la BID a un portefeuille ventilé de la manière suivante :

Pays	Montant	Secteurs
Nicaragua	1,17 Mds USD pour un total de 654 projets	les axes principaux sont la santé (354MUSD), le transport (331MUSD), l'énergie (222MUSD) et l'assainissement des eaux (72MUSD)
Guatemala	784 MUSD, avec un total de 742 projets	L'appui institutionnel (340MUSD) et l'éducation (300MUSD) sont mis en priorité
Honduras	726 MUSD, avec un total de 850 projets	Le transport (260MUSD), le social (240MUSD) et l'énergie (96MUSD) étant les plus secteurs les plus appuyés
Salvador	520 MUSD pour un total de 680 projets	La majorité dans la santé (170MUSD) et le social (125MUSD)

Les secteurs les plus soutenus par la BID sont le **développement institutionnel** (près de 50% des financements régionaux) particulièrement **au Guatemala et au Salvador**. **Au Nicaragua et Honduras, ce sont les projets concernant le développement des infrastructures et la protection de l'environnement** (à la hauteur de 34% des actions de la BID en Amérique centrale) ainsi que le volet **social (17%)** qui sont priorisés.

Forte d'un capital provenant principalement de pays externes à la région Amérique centrale (contrairement à la BCIE), la BID **n'hésite pas, auprès des autorités centraméricaines, à formuler des réserves et à observer un regard critique sur les projets soumis à examen; mais aussi à souligner les progrès ou les obstacles propres à chaque pays**.



La Banque Mondiale, 3^{ème} bailleur de fond de la région : une optique plus politique que ses homologues

Troisième bailleur multilatéral dans la région avec 4,7 Mds USD approuvés sur la période 2005-2016 (soit 16,8% du total régional), la BM se concentre sur l'accompagnement de politiques publiques à travers des DPF (Development policy financing) et des prêts d'investissement. La Banque mondiale s'adapte donc aux objectifs de chacun des pays de la zone. Elle a régulièrement recours à des collaborations avec d'autres institutions (autres banques multilatérales, FMI, Commission Européenne, entités bilatérales...).

Ses projets (cumulés) sont ventilés de la manière suivante :

Pays	Montant en 2017	Secteurs
Guatemala	450 MUSD	61 projets orientés sur l'appui à l'investissement public et à la lutte contre la pauvreté.
Salvador	145 MUSD	66 projets, plus de la moitié de ses activités se concentrent sur l'aide aux institutions publiques, la santé, la sécurité et la justice
Honduras	26 MUSD	136 projets concentrés sur l'aide aux institutions publiques, la sécurité et l'accès aux services de santé.
Nicaragua	195 MUSD (et jusqu'alors 145 MUSD en 2018 avec 3 nouveaux projets)	137 projets dans la lutte contre la pauvreté et l'aide aux zones rurales

La Banque Mondiale a développé le projet transversal de Mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophe naturelle en Amérique centrale et dans les Caraïbes (CCRIF) : premier système mondial de mutualisation des risques permettant aux pays d'atténuer leur vulnérabilité financière en souscrivant une assurance contre les risques d'ouragan, de séisme ou de précipitations excessives. Projet transversal de 23,5 MUSD pour la période 2015-2019.

La Corporation Financière Internationale (IFC), filiale de la banque mondiale destinée à financer le secteur privé, se focalise sur la zone Amérique latine avec un total de 1233 projets financés depuis sa création (*un portefeuille plus important qu'en Afrique ou encore en Europe*). **La ventilation des interventions cumulées en Amérique centrale de l'IFC est la suivante :**

- 34 projets au Guatemala dont le projet de microfinance Genesis comme dernière intervention (2017)
- 36 projets au Salvador concernant principalement le secteur banque / assurance
- 29 projets au Honduras, les quatre derniers (datant de 2014) concernant l'énergie solaire
- 36 projets au Nicaragua, le dernier concernant le secteur industriel (2017)

L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) l'investissement direct à l'étranger (IDE), son portefeuille régional est le suivant (*derniers projets datant de 2014*):

- Guatemala : pas de projet
- Salvador: 3 projets en collaboration avec l'entreprise suisse Cotecna de El Salvador S.A. de C.V., le groupe espagnol Metrosal et la banque nord-américaine Citibank
- Honduras: 2 projets éoliens appuyant l'entreprise panaméenne Energía Eólica de Honduras S.A
- Nicaragua: 1 projet avec EcoPlanet Bamboo Nicaragua – Expansion



Les financements de l'UE, la coopération et la BEI : des aides axées sur une coopération régionale transversale

En termes financiers, un total de **775 MEUR a été alloué en coopération bilatérale de l'Union Européenne avec les pays de la région sur la période 2014-2020**, ventilés de la manière suivante : Guatemala (186.8 MEUR), El Salvador (149 MEUR), Honduras (235 MEUR) et Nicaragua (204 MEUR).

L'UE est aussi engagée sur le long terme dans la région autour de l'appui à l'intégration régionale en Amérique centrale, particulièrement grâce **l'accord d'Association entre l'Union Européenne et les pays d'Amérique centrale** (signé en 2012 et entré en vigueur, dans son volet commercial, en 2013). **Le portefeuille de projets transversaux de l'UE est de plus en plus important : celui-ci représente 120 M€ sur la période 2014-2020** (contre 170 M€ sur la période antérieure 2002-2013). Les actions de l'UE se concentrent sur trois axes principaux :

- l'intégration économique régionale (40 MEUR)
- la sécurité et l'Etat de droit (40 MEUR)
- le changement climatique et la gestion des catastrophes naturelles (35 MEUR)

Le volet régional de l'UE se concentre principalement sur des projets communs à l'ensemble de la région du SICA (Système d'intégration centraméricain) : la promotion d'une Union douanière régionale et de l'Accord d'Association, l'appui au développement du secteur privé et à la compétitivité des économies, la sécurité alimentaire, la gestion des frontières/migrants, le trafic d'armes, le traitement des épidémies agricoles telles que la rouille du café, la gestion des risques climatiques, etc.

En parallèle d'une aide aux projets, **l'Union Européenne développe un volet d'assistance technique à la programmation stratégique en Amérique centrale**. Ce volet est destiné à **renforcer les institutions publiques et à faciliter l'organisation institutionnelle au sein de la région**.

La Banque Européenne d'Investissements accorde chaque année 80 Mds € de prêts dont 10% à l'extérieur de l'UE, uniquement pour des projets (pas de prêts budgétaires) accordés au cas par cas (pas de « stratégie pays ») et financés à hauteur de 50% maximum. **La BEI est présente en Amérique latine depuis 1993** mais souffre d'un **grave manque de notoriété alors qu'elle est la principale banque de développement au monde et que ses engagements dépassent notamment, et de loin, ceux de la Banque mondiale ou de la BID**. Elle priorise la lutte contre le changement climatique (estimant qu'1 € investi pour le climat engendre 40 € de retombées localement).

La BEI est présente en Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua) mais encore de manière timide: on peut citer les prêts de 80 M€ et de 20 M€ attribués en 2015 et 2016 au Honduras pour la modernisation de son réseau routier. **La BEI qui a l'habitude de travailler en collaboration avec l'AFD et la KwD, recherche de nouveaux projets dans la région** (redéploiement souhaité en Amérique latine, suite au désengagement de la banque dans d'autres régions du monde).

Les coopérations bilatérales (thématique non détaillée dans cette étude panoramique)

Les agences de coopération bilatérales sont très présentes en Amérique centrale. Elles coopèrent parfois avec les grands bailleurs de fonds multilatéraux qui opèrent dans la région. Dans cette dernière, l'aide Nord-Américaine, au travers de l'agence de coopération des Etats-Unis (USAID) est, de très loin, la plus présente et la plus importante. A titre d'exemple, au Guatemala, l'USAID est un pilier de la coopération bilatérale avec près de 300 MUSD d'engagements en 2017 ; elle est suivie par l'Agence de coopération allemande, la GIZ (11,7 MUSD) puis de la coopération suédoise (2,5 MUSD). On peut également citer la coopération espagnole (AECID), la japonaise (JICA) ou encore la sud-coréenne (KOIKA) et la taiwanaise. D'après la Direction de gestion de la coopération internationale du Guatemala, **l'aide bilatérale représentait en 2017, 94% de la coopération internationale non-remboursable**. Cette dernière qui s'est élevée à près de **327 MUSD, représentait 30% de la totalité de l'aide financière multilatérale, dont bénéficie le Guatemala**.

Il est important de souligner le rôle global des Etats-Unis, en termes de coopération régionale : il s'agit de plus de 50% de l'aide économique extérieure perçue. A titre indicatif, le **Plan Alliance pour la prospérité des Etats-Unis représente 650 MUSD sur l'année 2017** : il est axé sur l'aide aux pays du « triangle nord » (Guatemala, El Salvador et Honduras) pour le développement du capital humain, l'accès à la sécurité et à la justice, au renforcement des institutions et à la dynamisation du secteur producteur. Les Etats-Unis appuient également **l'Amérique centrale pour atteindre les Objectifs du millénaire via les fonds de la Millenium Challenge Corporation (MCC)** : l'agence de coopération créée par le Congrès des Etats-Unis avait participé sur des projets au Guatemala (**28 MUSD**, signés en 2015, pour appuyer le gouvernement dans l'optimisation du système de taxes / douanier et promouvoir les investissements avec par exemple les études préliminaires du projet de "Metrorail" / Tramway de la capitale) et au Honduras (**16 MUSD**, signés en 2013, pour améliorer les services publics et réduire la corruption en favorisant la transparence). **En juin 2018, la MCC a octroyé 277 MUSD au Salvador pour le projet colossal FONMILENIO II**. Le programme, investissement de près de 365 MUSD (88 MUSD étant apportés par le gouvernement salvadorien), vise à appuyer le développement du Salvador à travers un large éventail de thématiques (investissement, construction d'infrastructures efficaces, éducation, etc.).



Stratégie de déploiement de l'aide-projet (liée et non liée) de la France, les instruments financiers de la DGTrésor et la coopération avec la BCIE ; les interventions de l'AFD et de Proparco

L'aide projet française dans la région se manifeste au travers des instruments financiers de la DGTrésor, tels que les Fasep et les Prêts du Trésor (tous les pays de la zone CA4 sont éligibles à ces instruments, incluant depuis 2018, le Honduras,) ; ainsi que par des interventions de l'AFD (via la BCIE) et de Proparco, dans certains projets.

La DGTrésor a mis en place une stratégie de coopération avec la BCIE. Un premier protocole d'accord avait été signé en 2013 portant sur le financement de projets d'intérêts communs et à forte valeur ajoutée française (via l'utilisation de prêts du Trésor); cet accord a abouti à l'identification en 2016 d'un premier projet bénéficiant d'un cofinancement entre les deux parties: il concerne un projet au Salvador pour la modernisation d'une station d'eau potable (projet « Las Pavas ») et de son réseau d'adduction dont le bénéficiaire est l'entreprise publique ANDA (prêt du Trésor concessionnel de 53 M€ + 17M USD de cofinancement BCIE). Il a été attribué au groupe Suez (suite à un AO international restreint), signé en février 2018 et entré en vigueur en juin 2018. Ce projet d'une durée de 26 mois avance bien et est en pleine phase de montée en puissance.

Poursuivant cette dynamique, la DGTrésor et la BCIE ont signé en 2015 une convention pour la mise en place **d'une ligne de «Facilité FASEP» allant jusqu'à de 2 M€** pour le financement d'études d'ingénierie et de faisabilité de projets en Amérique centrale, présentées par cette banque de développement régionale.

Depuis, plusieurs projets de Fasep ont été identifiés, se trouvant actuellement à des stades d'avancement variables :

FASEP	Date approbation	Montant	État d'avancement
Faisabilité d'une station de traitement des eaux usées de Choluteca/Tegucigalpa et son réseau des collecteurs / Honduras	2016	1.151.151 € dont 677.203 € de facilité Fasep et 588.000 USD au titre du FONTEC de la BCIE	Après de longs retards, ce projet d'étude va enfin être attribué par la BCIE à un bureau étude français et démarrer très prochainement.
Système de transport urbain par câble "Teguzcable" / Honduras	juillet 2018	800 000€	Attribution du contrat d'étude et démarrage d'ici fin 2018, début 2019
Concession de la gestion / exploitation du nouveau remblai déchets urbains de l'agglomération de Villa Nueva (banlieue sud de la capitale / Guatemala	A l'étude	Montant estimé 650 000€	En attente d'examen, si acceptation d'un Fasep par les Autorités financières du pays (démarche BCIE, en cours)
Eaux non facturées (pertes techniques/non techniques) Tegucigalpa / Honduras	A l'étude	Montant estimé 130.000 €	Examen du dossier reporté, en attente, notamment, du démarrage effectif du Fasep Choluteca (station eaux usées)
Plan directeur / Système transport urbain à San Salvador /El Salvador	A l'étude	N/D	Projet impulsé par les nouvelles Autorités de la Municipalité de la capitale

Projet Fasep, hors ligne de facilité à la BCIE :



-Fasep Evaluation du potentiel 2 champs géothermiques / Nicaragua; approuvé en juillet 2017. Etude déjà attribuée (CFG Services), en partenariat avec la société publique nicaraguayenne ENEL; montant total 895.665 € dont 617.655 € de Fasep. L'étude devait démarrer en juillet 2018 mais lancement reporté en raison de la grave crise politique actuelle au Nicaragua.

Au total, un portefeuille de 6 dossiers FASEP en cours d'instruction et d'avancement dans la région.

L'Agence française de développement / AFD: l'agence n'a pas encore de mandat direct pour l'Amérique centrale. Toutefois, le groupe AFD a développé depuis mi 2016 une stratégie de coopération avec la BCIE grâce à une ligne de crédits de 150M€ destinés aux projets de "croissance verte". Entièrement affectée (Voir Tableau en Annexe/ rubrique AFD, la liste des projets financés), cette ligne de crédit pourrait être reconduite.

La filiale PROPARCO de l'AFD : Elle avait octroyé en 2012, une ligne de crédit de 50 M€ à la BCIE pour le financement de projets dans les énergies renouvelables, l'éducation, la santé et le microcrédit. **Proparco est, depuis, très active en Amérique centrale,** depuis le Mexique. Elle a financé des projets pour la zone Mexique-Caraïbes-Amérique centrale à hauteur de 924 MUSD depuis 2010, dont 417 MUSD en Amérique centrale, hors Panama.

Proparco concentre son action sur les secteurs liés au développement : l'agro-industrie, les infrastructures avec un focus sur les énergies renouvelables, les systèmes financiers, la santé, l'éducation, et lignes crédits auprès de banques locales. Au total, **Proparco détient 24 projets en Amérique centrale** dont un projet transversal appelé CAMIF II destiné à soutenir le développement des infrastructures en Amérique latine, et en particulier en Amérique centrale. Hors projet CAMIF II, Proparco ventile ses projets de la manière suivante, pour les plus importants :

Pays	Projets
Guatemala	Les solutions d'énergie verte de Kingo Energy (1,6 MUSD), équipements sucriers Pantaleon (20MUSD), le Torrecom (25 MUSD) qui améliore l'accès aux services télécom
Salvador	Cofinancement des projets de construction de deux centrales solaires de 100 MW au total (entreprise Neoen) ; et la ligne PME Fedecredito (15 MUSD)
Honduras	Le parc éolien de VESA (21 MUSD), parc photovoltaïque de Genersa (14 MUSD) et Banco Atlantida (50 MUSD) / ligne EnR Ficohsa (20 MUSD)
Nicaragua	Banpro 2014 (20 MUSD), Banpro 2016 (10 MUSD) et AgRIF (12 MUSD) qui appuient le secteur agricole et les PME via un renforcement du système bancaire, Nicaragua Sugar Estates Limited (18,2 MUSD) qui contribue à développer des chaînes de valeurs de production sucrière locale de qualité, la centrale géothermique de Polaris Energy (18,9 MUSD) et Torrecom qui améliore l'accès aux services télécom au Nicaragua et au Guatemala (25 MUSD)

Notre coopération expérimentale avec la BCIE pour les Fasep et la ligne de crédit d'AFD est constructive. Elle va se poursuivre (des coopérations similaires existent aussi entre BCIE et l'Allemagne, l'Espagne, le Mexique, Taiwan et la Corée du Sud). **Elle exige des suivis pointus** du fait des lourdeurs administratives dans la définition des projets par les acteurs publics, la préparation des termes de références, la ratification des prêts par le législatif et l'exécution des projets. On estime avec la BCIE que les Fasep (études de faisabilité de projets) sont un vivier captif de projets en aval pour positionner les entreprises françaises (à financer par BCIE, Prêt du Trésor, ligne de crédits d'AFD croissance verte, et autres bailleurs). Les cofinancements BCIE adossés à la ligne AFD quant à eux, sont examinés au cas par cas (fonction de leur pertinence, du plafond-pays et du positionnement souhaité par la BCIE dans chacun des pays).

**Commentaire :**

Les bailleurs de fonds multilatéraux, actifs en Amérique centrale, ont tous à faire face aux mêmes défis sociaux-économiques, propres aux pays qui forment la région. Ces défis sont nombreux : le renforcement des institutions et de l'Etat de droit, la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'insécurité, la réduction de l'économie informelle, le développement des services et des infrastructures publics. Mais également, la réduction de la vulnérabilité des économies aux chocs externes et l'orientation de ces dernières vers une croissance verte et le développement durable, la poursuite de l'intégration régionale et des échanges commerciaux, le soutien à la compétitivité et l'attractivité des économies pour les investissements étrangers ; enfin, la gestion des catastrophes naturelles, fréquentes dans cette région du monde.

Ces bailleurs parviennent à couvrir la quasi-totalité des secteurs d'activité, porteurs de développement économique, social et humain. Leurs stratégies et marges de manœuvre (voire de négociation) auprès des gouvernements concernés, varient d'un pays à l'autre. Ils ont, néanmoins, un point commun: la réelle difficulté à mener à bien leurs stratégies dans les délais programmés. En cause: la faiblesse des gouvernances (absence de continuité de l'action des Etats, indigence des politiques publiques et des projets d'investissements en découlant, résistance des pouvoirs législatifs à approuver les financements accordés, manque de volonté politique pour impulser et exécuter les projets). De surcroît, dans un contexte régional de nécessaire et interminable lutte contre la corruption, sans laquelle ces pays auront du mal à réellement progresser en transformant leurs croissances en réels développements pour devenir des petits pays d'avenir.

Pour plus d'informations sur les bailleurs de fonds, leurs stratégies par pays et les projets en cours, contacter le Service Economique de Guatemala : guatemala@dgtresor.gouv.fr

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique de Guatemala (adresser les demandes à guatemala@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service économique de Guatemala
Adresse : 11 calle 0-69 – Zona 14 - 01014
Guatemala C.A.

Rédigé par : Antonio AVILA, Clémence DUBES
Revu par : Marcela LAPARRA

Version du 24 septembre 2018